



***Statuts de  
l'Association suisse  
des droguistes (ASD)***

## Sommaire

<b>I. Nom et siège</b>	page 3
<b>II. Buts et tâches</b>	page 3
<b>III. Membres</b>	page 4
<b>IV. Structure</b>	page 6
<b>V. Organisation</b>	page 7
a) assemblée générale	page 7
b) assemblée des délégués	page 8
c) comité central	page 10
d) conférence des présidents	page 11
e) commissions	page 12
f) secrétariat	page 12
g) commission de contrôle	page 12
h) organe de révision	page 13
<b>VI. Fonds, fondations</b>	page 13
<b>VII. Dispositions générales</b>	page 13
<b>VIII. Modification des statuts, dissolution, liquidation</b>	page 14
<b>IX. Dispositions transitoires et dispositions finales</b>	page 15

Dans ces statuts, toutes les désignations de personnes sont valables pour les deux sexes.

## I. Nom et siège

### Art. 1. Nom

<sup>1</sup> Sous le nom

**Schweizerischer Drogisten-Verband (SDV)**  
**Association suisse des droguistes (ASD)**

appelée ci-après Association, est constituée conformément aux présents statuts une association au sens des articles 60 ss CCS.

<sup>2</sup> L'Association et ses représentants avec pouvoir de signature sont inscrits au Registre du commerce.

### Art. 2. Siège

Le siège de l'Association se trouve à l'emplacement actuel du secrétariat.

## II. Buts et tâches

### Art. 3. Buts

L'Association

<sup>1</sup> groupe les droguistes et les drogueries suisses ainsi que leurs sections en vue de la promotion de la droguerie suisse, de la défense des intérêts et des aspirations de la profession, ainsi que de l'exécution en commun des tâches qui en découlent;

<sup>2</sup> adhère à d'autres organisations, dans la mesure où cela peut servir à ses fins;

<sup>3</sup> peut collaborer avec ou s'associer à des organisations apparentées à la branche ou étant au service de la branche.

### Art. 4. Tâches

L'Association

<sup>1</sup> entreprend tout son possible pour établir et promouvoir la droguerie suisse en tant que magasin spécialisé dans la santé et la beauté;

<sup>2</sup> promeut les conditions permettant à ses membres d'utiliser les connaissances et les qualifications acquises durant leur formation professionnelle pour le conseil, la vente et la production de produits thérapeutiques et autres;

<sup>3</sup> détermine à l'échelon national les principes de la politique professionnelle, sociale et économique, en tenant compte du cadre juridique national et cantonal;

<sup>4</sup> participe aux consultations à propos des projets de lois, des ordonnances d'exécution, des règlements et des prescriptions si elle a des raisons sérieuses de le faire;

<sup>5</sup> veille à une formation professionnelle optimale, axée sur l'avenir et appropriée à tous les niveaux;

<sup>6</sup> élabore les fondements des droits relatifs à la vente des médicaments pour l'automédication;

- <sup>7</sup> développe, entretient et établit la marque faîtière de la branche de la droguerie et se charge de tout travail dans le domaine des relations publiques<sup>1</sup>;
- <sup>8</sup> soutient les sections dans leurs activités;
- <sup>9</sup> publie l'organe officiel de l'Association ainsi que tous ses autres médias<sup>1</sup>;
- <sup>10</sup> réalise d'autres tâches pouvant servir les objectifs de l'Association ou les intérêts de la droguerie suisse.

### **III. Membres**

#### **Art. 5. Catégories de membres**

- a) Drogueries membres
- b) Membres privés
- c) Membres d'honneur

#### **Art. 6. Drogueries membres**

- <sup>1</sup> Peut devenir droguerie membre toute personne physique ou morale domiciliée en Suisse et déjà membre d'une section. Elle doit prouver qu'elle est autorisée à exploiter une droguerie ou qu'elle a la qualité selon la législation cantonale, d'en diriger une, et doit pouvoir offrir toute garantie quant à l'observation des principes défendus par l'Association suisse des droguistes sur le plan professionnel, social et économique.
- <sup>2</sup> Le profil, l'assortiment et les critères de qualité de la droguerie doivent correspondre aux standards définis par l'assemblée des délégués<sup>1</sup>.
- <sup>3</sup> Les candidatures doivent être présentées par écrit au secrétariat. Le comité central, d'entente avec la section correspondante, décide au sujet de l'admission. Une demande d'admission refusée ne doit pas être motivée.
- <sup>4</sup> La personne responsable vis-à-vis des autorités a le droit de vote.

#### **Art. 7. Membres privés**

- <sup>1</sup> Les drogueries membres qui ne dirigent plus une droguerie peuvent devenir membres privés sur demande et après décision du comité central.
- <sup>2</sup> Des personnes, entreprises ou organisations proches de l'Association peuvent devenir membres privés sur demande et après décision du comité central.

#### **Art. 8. Membres d'honneur**

- <sup>1</sup> L'assemblée des délégués peut proclamer comme membres d'honneur les personnes qui ont rendu des services exceptionnels à l'Association.
- <sup>2</sup> Les membres d'honneur sont dispensés de la cotisation, s'ils ne sont plus droguerie membres. Ils disposent des mêmes droits que les drogueries membres.

---

<sup>1</sup> Changement selon décision de l'AG du 26.11.2006

## Art. 9. Cotisations des membres<sup>2</sup>

- <sup>1</sup> Les cotisations annuelles, de même que les contributions spéciales, sont fixées par l'assemblée des délégués, selon les catégories de membres. Il doit être tenu compte des moyens économiques des drogueries membres.
- <sup>2</sup> Dans des cas particulièrement graves et fondés, le comité central peut dispenser partiellement ou entièrement certains membres du paiement des cotisations.

## Art. 9a Responsabilité<sup>3</sup>

Les obligations de l'Association sont exclusivement tenues à concurrence des actifs de l'Association. La responsabilité personnelle des membres ne peut en aucun cas être engagée pour les obligations de l'Association.

## Art. 10. Extinction de la qualité de membre

- <sup>1</sup> La qualité de membre s'éteint par:
- a) la cessation ou la remise de l'entreprise, par suite de faillite ou de décès;
  - b) la démission écrite au secrétariat de l'ASD respectant un délai de trois mois pour le 30 juin et le 31 décembre;
  - c) exclusion.
- <sup>2</sup> Avec l'extinction de la qualité de membre, les dettes financières dues persistent.
- <sup>3</sup> Tous les droits concernant le sigle, les logos et toute propriété intellectuelle de l'Association s'éteignent ou doivent être acquis spécialement.

## Art. 11. Sanctions

- <sup>1</sup> Le comité central peut prononcer à l'encontre des membres qui ne respectent pas les statuts, les règlements ou les décisions, des sanctions telles que l'avertissement, le blâme, la suspension d'une fonction ou l'exclusion.
- Il peut aussi interdire l'utilisation de l'emblème et des prestations médiatiques de l'Association, et ceci sans réduction de la cotisation, aux membres qui, après un certain délai de transition, ne respectent toujours pas les critères de qualité décidés par l'assemblée des délégués, et ce jusqu'à ce que la droguerie se conforme à ces exigences. Les conditions de mise en pratique et d'exécution doivent figurer dans un règlement approuvé par l'assemblée des délégués.*<sup>4</sup>
- <sup>2</sup> Le comité central peut, en accord avec les sections, exclure les membres, qui:
- a) par leur conduite ou leur comportement professionnel, portent gravement atteinte à la considération de l'Association ou de la profession;
  - b) ne remplissent pas leurs obligations financières à l'égard de l'Association;
  - c) violent gravement les statuts ou les règlements de l'Association ou ne suivent pas les décisions, les directives et les instructions de ses organes;

---

<sup>2</sup> modifié par décision de l'AG du 14.11.2010 (suppression des frais d'adhésion)

<sup>3</sup> nouveau point intégré aux statuts selon décision de l'AG du 26.11.2006

<sup>4</sup> *Texte provisoire, art. 11, al. 1:* la *modification de l'article 11, alinéa 1* est intégrée provisoirement dans les statuts – selon décision de l'AG du 26.11.2006 – au sens d'une déclaration d'intention. Elle doit être approuvée par l'AG 2010 pour être intégrée définitivement dans les statuts et ensuite appliquée. Cela garantit que l'AG ne prendra une décision concernant les sanctions relatives à l'utilisation de l'étoile-d que lorsque les membres auront pu expérimenter la mise en pratique et la portée des mesures de promotion de la qualité dans la branche. L'article 11 conserve sa forme actuelle (datant du 06.05.1998) jusqu'à la décision définitive de l'AG 2010.

d) ne respectent pas les exigences minimales concernant l'image de marque et l'assortiment d'une droguerie suisse.

<sup>3</sup> Tout membre frappé d'une sanction peut demander à être entendu personnellement par le comité central. Après réception de la décision, les membres exclus ont la possibilité d'adresser par écrit dans les 30 jours un recours auprès de l'Association, lequel a un effet suspensif. Ce recours est à présenter à l'assemblée des délégués la plus proche en date, qui statuera.

<sup>4</sup> L'assemblée des délégués décide définitivement.

#### **Art. 12. Publication des mutations**

Les candidatures seront publiées dans le journal officiel de l'Association. Les oppositions éventuelles doivent être adressées par écrit au comité central dans les 14 jours qui suivent la publication, avec indication des motifs.

### **IV. Structure**

#### **Art. 13. Structure**

L'Association a une structure fédéraliste. Elle se compose des sections cantonales et supracantonales, avec tous leurs membres.

#### **Art. 14. Sections**

<sup>1</sup> Les sections sont des sociétés ayant leur propre personnalité juridique attachées à l'Association.

<sup>2</sup> Une seule section peut être constituée par canton.

<sup>3</sup> Pour l'appartenance des membres à une section donnée, on tiendra compte, en règle générale, du canton ayant capacité de délivrer l'autorisation d'exploiter la droguerie.

#### **Art. 15. Statuts des sections**

Les statuts des sections ne doivent comporter aucun point qui soit en contradiction avec ces statuts dans les faits ou dans l'esprit. Ils entrent en vigueur par approbation du comité central.

#### **Art. 16. Coordination**

Pour les questions professionnelles et économiques, les sections sont tenues de coordonner leur politique à celle de l'Association. En cas de divergences, c'est l'assemblée des délégués qui tranche.

## V. Organisation

### Art. 17. Institutions

Les organes de l'Association sont les suivants:

- a) assemblée générale
- b) assemblée des délégués
- c) comité central
- d) conférence des présidents
- e) commissions
- f) secrétariat
- g) commission de vérification des comptes
- h) organe de révision<sup>2</sup>

#### a) Assemblée générale

### Art. 18. Exécution

- <sup>1</sup> L'assemblée de tous les membres constitue l'assemblée générale.
- <sup>2</sup> Y participent avec droit de vote: les drogueries membres et les membres d'honneur. La représentation est possible. Un membre peut uniquement remplacer 1 membre empêché. A cet effet, une procuration est nécessaire.
- <sup>3</sup> L'assemblée générale est convoquée par le comité central, en règle générale, une fois tous les quatre ans. Elle peut aussi être convoquée à la demande de l'assemblée des délégués, à la demande d'au moins un cinquième de toutes les drogueries membres ou à la demande d'au moins quatre sections.
- <sup>4</sup> Une assemblée générale demandée doit se tenir dans les quatre mois qui suivent.
- <sup>5</sup> La date de l'assemblée générale doit être publiée dans l'organe officiel de l'Association ou communiquée aux membres par écrit au moins deux mois à l'avance. L'ordre du jour doit être communiqué aux membres par écrit au moins quatre semaines avant l'assemblée.
- <sup>6</sup> Les sections ou membres ayant droit de vote et qui désirent soumettre des propositions à l'assemblée générale, doivent déposer celles-ci auprès du comité central au moins six semaines avant l'assemblée.

### Art. 19. Charges

Entrent en particulier dans les attributions de l'assemblée générale:

- a) la révision des statuts;
- b) l'examen des questions concernant la politique professionnelle ou économique;

---

<sup>2</sup> nouveau point intégré aux statuts, selon décision de l'AG du 26.11.2006

- c) la dissolution de l'Association et la décision concernant l'utilisation de l'avoir social.

## **Art. 20. Décisions et quorum**

- <sup>1</sup> Chaque assemblée générale régulièrement convoquée peut prendre des décisions, quel que soit le nombre des membres présents.
- <sup>2</sup> Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant droit de vote. Le président ne prend pas part au scrutin, mais en cas d'égalité de voix au second tour, il vote et sa voix est déterminante.
- <sup>3</sup> Les votes ont lieu à main levée. Si un quart des membres présents ou le président le demandent, le scrutin se fera au vote secret.

## **Art. 21. Présidence**

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président central; en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président central ou un remplaçant désigné par le comité central.

## **Art. 22. Langues des délibérations et procès-verbal**

- <sup>1</sup> Les langues des délibérations sont l'allemand et le français.
- <sup>2</sup> Un procès-verbal concernant les délibérations et les décisions prises est rédigé et distribué aux membres. Si aucune objection écrite est formulée quatre semaines après sa distribution, le procès-verbal est considéré comme accepté. En cas d'objection, le comité central tranche définitivement.

## **b) Assemblée des délégués**

### **Art. 23. Composition**

L'assemblée des délégués est l'organe législatif de l'Association. Elle se compose des délégués des sections et des membres du comité central.

### **Art. 24. Nombre des délégués**

- <sup>1</sup> Le nombre des délégués se calcule de la façon suivante:
  - a) Toute section a d'abord droit à un délégué;
  - b) jusqu'à 100 adhérents jouissant du droit de vote, les sections ont droit à un délégué supplémentaire pour chaque tranche de 25 membres ou fraction;
  - c) au-delà de cette première centaine, les sections ont encore droit à un délégué supplémentaire pour chaque tranche de 50 membres ou fraction.
- <sup>2</sup> Les sections doivent désigner leurs délégués pour une durée de quatre ans. Les mutations doivent être annoncées par écrit à l'Association.
- <sup>3</sup> Si un délégué est empêché d'exercer son mandat, il doit se faire représenter par un remplaçant. Les détails sont à régler par les sections.

## Art. 25. Charges

L'assemblée des délégués prend des décisions concernant les affaires qui relèvent de ses compétences en vertu des statuts. Entrent en particulier dans ses attributions:

- <sup>1</sup> l'adoption du procès-verbal;
- <sup>2</sup> l'élection du président central qui, sauf stipulation contraire, est aussi chargé de la présidence de tous les organes et groupes de travail de l'Association;
- <sup>3</sup> l'élection des membres du comité central, de la commission de vérification des comptes, au besoin de l'organe de contrôle, ainsi que d'autres organisations pour autant que les règlements de ces dernières le prévoient;
- <sup>4</sup> la réception du rapport annuel du président central de l'Association et du rapport d'activité du secrétariat, ainsi que de l'adoption du budget, des comptes et du rapport de la commission de vérification des comptes;
- <sup>5</sup> la décharge des organes responsables;
- <sup>6</sup> la fixation de la cotisation annuelle des membres et des contributions spéciales;<sup>5</sup>
- <sup>7</sup> la fixation de l'indemnité versée aux membres du comité central, aux délégués et membres des commissions;
- <sup>8</sup> l'examen des propositions des membres, des délégués, des sections et du comité central;
- <sup>9</sup> la décision définitive sur les doléances, les oppositions et les recours de membres;
- <sup>10</sup> l'approbation du règlement d'activité du comité central et de la commission de contrôle;
- <sup>11</sup> les décisions concernant les principes de la politique professionnelle et socio-économique, en particulier sur le plan de la formation professionnelle et supérieure, dans le domaine de la santé et des médicaments, ainsi que dans celui de la politique économique et du commerce de détail, de la publicité, des relations publiques et de l'information;
- <sup>12</sup> la définition des standards de la droguerie concernant l'image et l'assortiment, selon la proposition du comité central;
- <sup>13</sup> la conclusion, la résiliation ou la révision du contrat collectif de travail;
- <sup>14</sup> la nomination de membres d'honneur;
- <sup>15</sup> les décisions concernant d'autres questions actuelles et thèmes de la branche.

## Art. 26. Convocation

- <sup>1</sup> Le comité central convoque une assemblée des délégués au moins une fois par année.
- <sup>2</sup> Une session de l'assemblée des délégués peut être convoquée si au moins un cinquième des délégués en fait la demande par écrit en indiquant et motivant son ordre du jour.
- <sup>3</sup> La convocation est l'affaire du comité central. Elle est publiée dans l'organe officiel de l'Association et notifiée par invitation écrite avec indication de l'ordre du jour, au moins

---

<sup>5</sup> modifié par décision de l'AG du 14.11.2010 (suppression des frais d'adhésion)

quatre semaines à l'avance.

### **Art. 27. Propositions**

- <sup>1</sup> Les propositions présentées à l'assemblée des délégués par les membres, les sections et les délégués doivent être inscrites par le comité central à l'ordre du jour de la prochaine assemblée, à condition d'avoir été déposées au moins 14 jours avant l'assemblée, par écrit et motivées;
- <sup>2</sup> Les propositions et affaires qui ne figurent pas à l'ordre du jour peuvent y être ajoutées par deux tiers des délégués présents.

### **Art. 28. Décisions et quorum**

- <sup>1</sup> L'assemblée des délégués peut prendre des décisions, quel que soit le nombre de délégués présents.
- <sup>2</sup> Seuls les délégués des sections ont le droit de vote. Les membres du comité central sont en droit de formuler des propositions.
- <sup>3</sup> Au premier tour de vote, la majorité absolue est requise, au second tour, la majorité relative.
- <sup>4</sup> Les décisions sont prises à la majorité relative des délégués présents.
- <sup>5</sup> En cas d'égalité des voix, la proposition est rejetée après un second tour de scrutin.
- <sup>6</sup> Les élections et les votes ont lieu à main levée, sauf si au moins un quart des délégués présents avec droit de vote demandent le scrutin secret ou si le président central en décide ainsi.

### **Art. 29. Présidence**

La présidence de l'assemblée des délégués est assurée par le président central, en cas d'empêchement par le vice-président central ou un remplaçant désigné par le comité central.

### **Art. 30. Langues des délibérations et du procès-verbal**

- <sup>1</sup> Les langues des délibérations sont l'allemand et le français.
- <sup>2</sup> Les délibérations et décisions doivent faire l'objet d'un procès-verbal qui sera remis dans les 60 jours aux délégués.

## **c) Comité central**

### **Art. 31. Composition**

- <sup>1</sup> Le comité central est l'organe exécutif de l'Association. Il est composé d'au moins 5 membres.
- <sup>2</sup> Il est du ressort de l'assemblée des délégués d'élire le président central ainsi que les membres du comité central.
- <sup>3</sup> La durée du mandat est fixée à quatre ans. Une réélection est possible.
- <sup>4</sup> A part l'élection du président central, le comité central se constitue lui-même.

- <sup>5</sup> Lors de l'élection des membres du comité central, il est recommandé, si possible, de traiter avec égards les considérations régionales et économiques.
- <sup>6</sup> Chaque membre du comité central dispose d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité de voix celle du président central est prépondérante au second tour.

### **Art. 32. Charges**

Le comité central

- <sup>1</sup> dirige l'Association selon les directives et objectifs stratégiques et politiques propres à la profession;
- <sup>2</sup> prend des décisions qui ne sont pas attribuées à d'autres organes;
- <sup>3</sup> exécute les décisions de l'assemblée générale et de l'assemblée des délégués;
- <sup>4</sup> décide de l'admission et de l'exclusion des membres ainsi que des sanctions;
- <sup>5</sup> désigne le directeur de l'Association et régleme ses conditions d'engagement;
- <sup>6</sup> tranche quant aux nouvelles places de travail et aux conditions d'engagement du personnel;
- <sup>7</sup> désigne les membres des commissions, des conseils de fondation, des délégations etc.;
- <sup>8</sup> est l'organe de contrôle du secrétariat et lui donne comme tâche certains travaux de l'Association;
- <sup>9</sup> travaille sur la base d'un règlement d'activité adopté par l'assemblée des délégués.

### **Art. 33. Séances**

- <sup>1</sup> Le comité central se réunit autant de fois que les affaires l'exigent, ainsi qu'à la demande d'au moins trois de ses membres. Il ne peut prendre des décisions que si la moitié au moins de ses membres est présente.
- <sup>2</sup> Les délibérations et décisions doivent faire l'objet d'un procès-verbal.

## **d) Conférence des présidents**

### **Art. 34. Conférence des présidents**

- <sup>1</sup> La conférence des présidents est un forum d'information et de consultation de l'Association et des présidents des sections.
- <sup>2</sup> Elle est composée des présidents des sections ou de leurs remplaçants et des membres du comité central.
- <sup>3</sup> La direction de la conférence des présidents est assumée par le président central, le vice-président ou un remplaçant désigné par le comité central.
- <sup>4</sup> La conférence des présidents est convoquée par le comité central au moins une fois par année.

## **e) Commissions**

### **Art. 35. Commissions**

- <sup>1</sup> Les commissions sont des organes du comité centra. Elles sont élues par lui.
- <sup>2</sup> Elles traitent des questions spéciales et peuvent être mises en place en tant que commissions permanentes ou pour un temps limité.
- <sup>3</sup> Le comité central publie des règlements et des cahiers des charges relatifs aux affaires.

## **f) Secrétariat**

### **Art. 36. Secrétariat**

- <sup>1</sup> Un secrétariat permanent est à la disposition des organes de l'Association pour l'exécution des travaux découlant de leur mission.
- <sup>2</sup> Le secrétariat est dirigé par le directeur.
- <sup>3</sup> A la demande du directeur, le comité central décide de la structure d'organisation à conférer au secrétariat, établit le règlement de travail y relatif et contrôle son travail.
- <sup>4</sup> Le directeur prend part à l'assemblée générale, aux conférences des présidents, aux assemblées des délégués et, en règle générale, aux séances du comité central, ainsi qu'aux séances des commissions si nécessaire. Il a le droit de présenter des propositions.
- <sup>5</sup> Chaque année, il présente au comité central un rapport d'activité à l'attention de l'assemblée des délégués.

## **g) Commission de vérification des comptes**

### **Art. 37. Commission de vérification des comptes**

- <sup>1</sup> La commission de vérification des comptes est formée de trois membres élus par l'assemblée des délégués, dont ils devraient faire partie. Le mandat est d'une durée de quatre ans et peut être renouvelé.
- <sup>2</sup> La commission de vérification des comptes désigne un président parmi ses membres. Elle atteint le quorum lorsque deux membres sont présents aux séances. Elle rédige un procès-verbal.
- <sup>3</sup> La commission de vérification des comptes veille au respect du règlement de l'organisation, en s'appuyant sur les procès-verbaux des séances du comité central et de la direction; ainsi que sur le rapport d'activités que la direction remet chaque semestre au comité central. Elle prend connaissance du rapport des réviseurs et, si disponible, de la lettre de management de l'organe de révision.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> modification selon décision de l'AG du 26.11.2006

- <sup>4</sup> La commission de vérification des comptes établit annuellement un rapport à l'attention de l'assemblée des délégués. Dans un rapport interne au président central de l'Association et à l'attention du comité central, elle donne connaissance des constatations, des lacunes, de faits survenus et y mentionne ses suggestions.

## **h) Organe de révision <sup>2</sup>**

### **Art. 37a Organe de révision <sup>3</sup>**

- <sup>1</sup> Les réviseurs font partie d'une fiduciaire membre de la chambre suisse des fiduciaires et des offices de révisions. Le réviseur principal est un expert-comptable diplômé. Les réviseurs sont élus chaque année par l'assemblée des délégués.
- <sup>2</sup> Les réviseurs vérifient les comptes de l'exercice écoulé.
- <sup>3</sup> Ils rendent compte par écrit à l'assemblée des délégués des résultats de leur vérification et lui recommandent d'accepter, avec ou sans réserve, ou de refuser les comptes annuels.
- <sup>4</sup> L'assemblée des délégués ne peut se prononcer sur les comptes annuels sans avoir reçu le rapport de l'organe de révision ni en l'absence des réviseurs.

## **VI. Fonds, fondations**

### **Art. 38. Fonds et fondations**

- <sup>1</sup> L'Association peut créer et gérer des fonds et des fondations sous réserve des articles 80 ss CCS.
- <sup>2</sup> L'administration des fonds et des fondations est régie par un règlement.

## **VII. Dispositions générales**

### **Art. 39. Dispositions générales**

- <sup>1</sup> L'Association est engagée par une signature collective à deux.
- <sup>2</sup> Le président central, le vice-président central et le directeur ont la signature collective à deux pour toutes les affaires importantes qui engagent l'Association et concernent les questions professionnelles et socio-économiques importantes.
- <sup>3</sup> Le comité central peut accorder d'autres pouvoirs de signature.

### **Art. 40. Indemnités et salaires**

- <sup>1</sup> Les membres des institutions de l'Association, ainsi que les mandataires, perçoivent une indemnité de présence pour leur participation aux assemblées, conférences ou séances et une indemnité pour leurs frais de déplacement.
- <sup>2</sup> Le comité central, sur proposition du directeur, fixe les salaires, les indemnités et le remboursement des frais pour le personnel du secrétariat.

---

<sup>2</sup> nouveau point intégré aux statuts selon décision de l'AG du 26.11.2006

**Art. 41. Droit de recours et d'opposition**

- <sup>1</sup> Dans tous les cas, les sections, les membres des organes et les membres jouissent du droit de recours et d'opposition.
- <sup>2</sup> Les recours de même que les oppositions sont à faire parvenir par écrit, à l'instance immédiatement supérieure dans les 20 jours après connaissance des résolutions. Les raisons doivent y être mentionnées.
- <sup>3</sup> La décision appartient à l'assemblée des délégués comme dernière instance. Sa décision est définitive.

**Art. 42. Droit à l'avoir social**

Les membres sortants, démissionnaires ou exclus n'ont aucun droit à l'avoir social ou à des restitutions.

**Art. 43. Exercice annuel**

L'exercice annuel correspond à l'année civile.

**VIII. Modification des statuts, dissolution, liquidation****Art. 44. Modification des statuts**

- <sup>1</sup> L'annonce et la justification d'un changement de statuts doivent être portées à la connaissance des sections et des membres dans l'organe officiel de celle-ci au moins deux mois avant l'assemblée générale. L'ordre du jour et le projet de modification doivent parvenir aux membres au plus tard quatre semaines avant l'assemblée générale.
- <sup>2</sup> Toute modification des statuts doit être approuvée par deux tiers au moins des membres présents et ayant le droit de vote.

**Art. 45. Dissolution**

- <sup>1</sup> La dissolution de l'Association peut être demandée à l'assemblée générale par l'assemblée des délégués ou par le comité central.
- <sup>2</sup> La dissolution de l'Association doit être décidée par les deux tiers au moins de tous ses membres avec droit de vote. Si ce quorum ne peut pas être atteint à l'assemblée générale, la demande doit être soumise, par écrit, à tous les membres ayant droit de vote. Pour une décision de dissolution valable, l'acceptation par les deux tiers au moins des ayants droit est de nouveau exigée.
- <sup>3</sup> En cas de dissolution, la fortune de l'Association sera remise à l'Association Suisse des Arts et des Métiers qui œuvrera comme fiduciaire et la gèrera pour une durée de 10 ans. Si durant cette période une autre association professionnelle de la branche voit le jour sur le plan suisse, la fortune est à lui remettre. Passé ce délai, la fortune revient à l'Association Suisse des Arts et des Métiers pour servir à la promotion de la relève professionnelle.

## IX. Dispositions transitoires et dispositions finales

### Art. 46. Entrée en vigueur

- <sup>1</sup> Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale du 6 mai 1998 et entrent en vigueur tout de suite.
- <sup>2</sup> Les statuts du 6 mai 1984 sont abolis.

### Art. 47. Version officielle

- <sup>1</sup> Les statuts existent en langue française et allemande.
- <sup>2</sup> En cas de doute, le texte allemand fait foi.

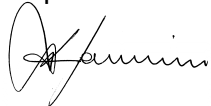
### Art. 48. Adaptation des statuts des sections

Au besoin, les statuts des sections devront être adaptés à ces statuts jusqu'à fin 1999, selon article 15.

Bienne / Neuchâtel, 6 mai 1998

ASSOCIATION SUISSE DES DROGUISTES

Le président central



D. Fontolliet

Le directeur



E. Hutter

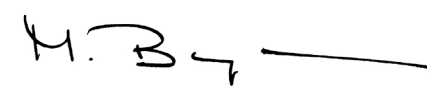
Pour les adaptations selon décisions de l'AG du 26 novembre 2006 à Berne:

La présidente centrale



Johanna Bernet

Le directeur



Martin Bangerter

Pour les adaptations selon décisions de l'AG du 14 novembre 2010 à Lucerne:

Le président central



Martin Bangerter

Le vice-président central



Bernhard Kunz